56 % des Français souhaitent renforcer les pouvoirs nationaux face à Bruxelles

06/04/2012 à 14h00

Les ambivalences des Français à l'égard de la construction européenne sont aussi anciennes que le traité de Rome. Depuis vingt ans, deux référendums l'ont démontré : celui sur le traité de Maastricht, approuvant de justesse, en 1992, la création de l'euro ; celui sur le Traité constitutionnel, nettement rejeté en 2005. A cette valse-hésitation s'ajoute désormais une sorte de désabusement, voire de scepticisme à l'égard de l'aventure communautaire.

La très grande majorité des personnes interrogées (84 %) considère, en effet, que la France joue un rôle important dans les décisions qui sont prises au niveau européen. Et une claire majorité estime que cette place est justifiée : 58 % jugent que le rôle de la France correspond à celui qu'elle doit avoir, compte tenu de son poids économique et démographique. Mais, derrière ces chiffres globaux, pointe une évidente tiédeur.

> *En clair, les Français ne croient guère en la capacité de l'Europe à imposer sa spécificité et à jouer un rôle de puissance mondiale.*

> *Faute d'un projet européen mobilisateur, les Français sont donc tentés par le repli hexagonal. Ainsi, pour faire face efficacement aux grands problèmes des années à venir, une nette majorité d'entre eux (56%) se dit favorable au "renforcement des pouvoirs de décision de notre pays, même si cela doit limiter ceux de l'Europe". A l'inverse, ils ne sont*

que 38% à préconiser le renforcement des pouvoirs de l'Europe, fût-ce au prix de la limitation des pouvoirs de la France.

Lire l'intégralité de l'article sur le blog du Monde